



Avril 2010 - Une coalition d'organisations représentatives du monde syndical, de la lutte contre la pauvreté, des consommateurs, de la finance éthique, de l'environnement, de la solidarité internationale et des intérêts fondamentaux des producteurs et travailleurs des filières d'approvisionnement lance un appel pour une grande distribution responsable.

APPEL de la coalition

Pour une grande distribution responsable

Les fermetures et reprises d'hyper et de supermarchés Carrefour soulèvent encore une fois la question de la soutenabilité du modèle économique de la grande distribution, sa place dans notre société et la responsabilité de ces entreprises dans la promotion de modèles de production, d'emploi et de consommation durables. Les signataires de cet appel estiment que le temps est venu d'exiger que la grande distribution agisse de manière responsable.

Le marché conventionnel belge est un marché mature. Les enseignes de la grande distribution y jouent des coudes pour augmenter leurs parts de marché, à coup de large gamme bio et de commerce équitable peut-être, mais surtout d'ouverture du dimanche et de prix cassés. Ces dernières années ont ainsi vu se multiplier les magasins, enseignes et sous-enseignes discount, voire de hard discount : engouement pour Colruyt, Aldi et Lidl, ouverture mouvementée de Carrefour Blue Tower à Bruges et plus discrètement de Red Market, premier magasin discount de Delhaize, etc. Sain jeu de la concurrence dans un marché saturé ? Il en serait peut-être ainsi si l'objectif consistait à renforcer l'entreprise et à améliorer ainsi le rôle économique central de la distribution : créer une valeur ajoutée et de l'emploi décent et durable en mettant à disposition des consommateurs à un prix raisonnable des biens de consommation diversifiés et de qualité, rémunérés à un prix raisonnable aux producteurs. Mais il en va autrement lorsque la maximisation du profit immédiat et la spéculation s'en mêlent.

A ce titre, la situation de Carrefour est symptomatique. Deuxième groupe de distribution mondiale, implanté dans 31 pays, Carrefour n'a aujourd'hui de cesse de se déployer dans les marchés émergents, y jouant de fusions-acquisitions, de rachats et de développement d'un réseau autonome, de franchises, etc. Le groupe est aujourd'hui par exemple le premier distributeur en Indonésie, y accaparant déjà plus de la moitié du marché de la grande distribution¹ et s'y développant à une vitesse fulgurante, tout comme en Chine (436 magasins ouverts en Chine en 15 ans), au Brésil (493 magasins) et bientôt en Inde. Inutile de dire que les potentialités de croissance du marché belge ne pèsent pas lourd comparées à celles de ces implantations (En 2008, Carrefour a affiché 17% de croissance de son chiffre d'affaires en Chine et 29% au Brésil). Les fonds spéculatifs à la tête du

¹ Selon la commission indonésienne de la concurrence, citée dans <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/02/17/01011-20100217FILWWW00466-1-indonesie-donne-raison-a-carrefour.php>

conseil d'administration de Carrefour² se comportent ni plus ni moins en prédateurs, privilégiant les intérêts financiers à court terme aux stratégies industrielles de long terme. Il ne s'agit plus de créer la richesse par une activité économique, mais de capter la richesse par une stratégie spéculative.

Cette évolution a de quoi inquiéter. La grande distribution est en effet un acteur important et central dans nos sociétés et au sein des filières d'approvisionnement. Les stratégies développées par les quelques entreprises géantes qui la composent ont un impact sur la société tout entière. Leur énorme puissance de marché et financière leur permet d'influencer les modèles de production agricole et industrielle et les modèles de consommation, de faire disparaître du secteur les entreprises de petite taille et de dicter les normes en matière d'emploi. Lorsque ces stratégies sont dictées par des intérêts spéculatifs et la recherche du profit de court terme, il y a danger pour la société tout entière.

On a pu en constater l'impact récemment sur les producteurs de lait. On le voit aussi, catastrophique, sur celles et ceux qui fabriquent les vêtements pour le compte de grands distributeurs et hard discounters, payés notamment au Bangladesh 31 euros par mois pour 10 heures de travail journalier sept jours sur sept et dont les efforts pour s'organiser sont brutalement réprimés. Ces travailleurs-là n'ont pas les moyens d'acheter ce qu'ils produisent en centaines d'exemplaires à longueur de journée. On en voit l'impact aujourd'hui sur les travailleurs de Carrefour, mais aussi sur tous les autres travailleurs de la distribution en Belgique. Ils comptent parmi les travailleurs les plus mal payés et sur lesquels les enseignes font peser la menace d'une régression des acquis sociaux par le truchement de changement de commission paritaire, de franchisation ou encore de flexibilité accrue.

Sera-ce demain le tour des consommateurs ? Ce l'est déjà aujourd'hui ! L'endettement croissant à la consommation, facilité notamment par l'ouverture de crédits par les grands distributeurs, en est un exemple flagrant.

Sans même parler de qualité des produits, les prix bas ne peuvent pas garantir durablement le maintien du pouvoir d'achat parce qu'ils sont intrinsèquement liés à une pression insupportable sur les niveaux d'emploi et de salaires de ceux qui produisent, qui vendent et, in fine, qui consomment.

Nous lançons un appel pour une grande distribution responsable.

- Nous voulons exprimer notre solidarité avec les travailleurs de la grande distribution et leurs organisations syndicales.
- Nous voulons notamment soutenir la demande d'harmonisation des commissions paritaires dans la distribution sans passer par le dumping social.
- Nous voulons agir en solidarité avec les producteurs, travailleurs et travailleuses des filières d'approvisionnement dont les droits à un travail et à une vie décentes ne sont pas respectés du fait des pratiques d'achats de la grande distribution.
- Nous voulons que les acteurs de la grande distribution mettent en œuvre en leur sein et au sein de leurs filières d'approvisionnement des outils de responsabilité sociale transparents, multipartites et vérifiables.
- Face à la promotion des prix bas, nous voulons que s'impose la notion du coût réel global sur les personnes, les économies et l'environnement.
- Nous voulons que les pratiques d'achats et de vente de la grande distribution fassent l'objet d'un encadrement légal renforcé tenant compte non seulement des droits des consommateurs, mais également de celui des producteurs et des travailleurs occupés dans les filières d'approvisionnement.
- Nous voulons promouvoir une régulation contraignante, portant notamment sur la transparence, afin de responsabiliser la grande distribution et empêcher les pratiques portant

² Premier actionnaire de Carrefour avec 10,69% du capital, Blue Capital est le fonds d'investissement commun à Colony Capital et au groupe Arnault, dirigé par Bernard Arnault 7^{ème} fortune mondiale.

atteinte aux droits économiques, sociaux et culturels des consommateurs, des travailleurs des filières d'approvisionnement et des employé-es des magasins.

- Nous voulons que les acteurs de la distribution contribuent par leur activité économique à un développement humain et durable partout dans le monde.
- A côté de la grande distribution et indépendamment d'elle, nous voulons privilégier le maintien et la création d'autres formes de commerce diversifiées qui permettent de limiter l'impact de notre consommation et de payer le juste prix du produit

Signataires :

- ACRF-Mouvement des femmes en milieu rural
- Campagne Vêtements Propres
- Centre de Formation Cardijn
- CETRI
- CNCD – 11.11.11
- CNE
- CRIOC
- CSC
- Ecoconso
- Entraide et Fraternité
- Equipes Populaires
- Etudiants FGTB
- FGTB
- FIMARC
- FUGEA
- Ligue des Familles
- Mouvement d'Action Paysanne
- Mouvement Ouvrier Chrétien
- Oxfam Magasins du monde
- Oxfam-Solidarité
- Peuples Solidaires
- Réseau Financement Alternatif
- SETCa
- Solidarité Mondiale
- Solidarité Socialiste
- Test-Achats